Copenhague, Assemblée des mouvements sociaux

jeudi 17 décembre 2009, par [AZAM Geneviève](#) (Date de rédaction antérieure : 13 décembre 2009).

Au Klimaforum (forum alternatif) s'est tenue ce 13 décembre l'assemblée des mouvements sociaux, qui a réuni certainement plus de mille personnes, dans une ambiance joyeuse, fraternelle et combative.

Ce sont les mouvements de base qui se sont exprimés, depuis tous les continents, soulignant que pour beaucoup, la lutte contre le changement climatique est une question de survie : paysans de Via Campesina, peuples indigènes du monde entier, associations africaines, autant d'ONG et associations rassemblées dans le réseau Climate Justice Now ! Avec la présence de la caravane Genève-Copenhague, pour rappeler que les règles du commerce doivent être changées et qu'elles constituent une pièce centrale des politiques à mettre en œuvre pour le changement climatique. Nous sommes là très loin du Bella Center et de la conférence officielle arrêtée ce dimanche : la crise climatique n'est plus l'abstraction qui planne sur des chiffres, sigles et toutes sortes de quantification, elle est ramenée à sa dimension sociale, humaine et culturelle.

La manifestation du 12 décembre a été saluée par tous comme un immense espoir, une combativité renouvelée, un moment certainement historique pour le mouvement altermondialiste.

Attac Danemark est intervenue pour faire le bilan de la manifestation et dénoncer les interpellations « préventives » de la police danoise qui agissent comme une intimidation pour les manifestations et tendent à en criminaliser le contenu.

Attac France est intervenue sur la position de l'Union européenne dans les négociations qui peut se résumer autour de quatre points et sur les marchés du carbone :

1- Si l'Union européenne était au départ favorable à un traité contraignant dans le cadre du protocole de Kyoto, avec des engagements de réduction pour les pays industrialisés, elle se range de fait aujourd'hui derrière la position des USA qui refusent un traité contraignant pour les pays de l'annexe 1 (pays riches). Et ceci contre les demandes renouvelées du G77 d'un traité juridiquement contraignant.

2- L'Union européenne a annoncé qu'elle s'engagerait sur une diminution des émissions à hauteur de 23% entre 1990 et 2020. Elle a donc abandonné la promesse de passer à 30% de réduction si d'autres pays s'engageaient. (propositions nouvelles du G77 plus la Chine : 52% de réduction d'émissions 1990-2017, 65% en 2020, 80% en 2030 et 100% en 2050, pour arriver à un réchauffement maximum de 1.5°C.

3- L'Union européenne propose un financement d'urgence de 2,4 milliards d'euros d'ici 2012, ce qui soulève la colère des pays du Sud, d'autant plus qu'il n'y a aucune annonce sérieuse d'engagement financier à plus long terme

4- Cette faiblesse des financements publics illustre la priorité donnée aux marchés du carbone pour assurer le financement de la lutte contre le changement climatique. Nous sommes opposés aux

marchés du carbone, car ils sont inefficients et contre-productifs, car ils augmentent les opportunités de spéculation financière, parce que, grâce aux mécanisme de compensation, ils permettent aux pays riches d'atteindre leurs objectifs sans changer fondamentalement leur système. Notre air n'est pas à vendre ! Notre monde n'est pas à vendre !

Quelques repères pour comprendre les discussions sur la nature du texte attendu de Copenhague

Vendredi 11 décembre dans la journée, ont circulé deux textes qui sont proposés pour les négociations entre les Parties (COP, conférence des parties). Ces textes sont distribués par le président du AWG-LCA (Ad-hoc Working Group on Long-term Cooperative Action) et le président du AWG-KP (Ad-hoc Working Group on the Kyoto Protocol).

Que sont ces groupes ?

Chaque année se tient la conférence des Parties de la Convention pour les changements climatiques de l'ONU (UNFCCC, 1992). La conférence de Copenhague est la 15^e, d'où COP 15. À Bali en 2007 (COP 13), fut décidé le Plan d'action de Bali, devant aboutir en décembre 2009.

À Copenhague, il y a deux différentes lignes de négociations : une négociation pour les parties qui ont signé le protocole de Kyoto (KP), et une négociation pour toutes les parties de la Convention. D'où les deux textes proposés, qui sont seulement pour l'instant des squelettes à remplir.

AWG-KP : en 2005, les parties ayant signé le protocole de Kyoto (2005-2012) ont décidé d'initier un processus pour une deuxième période d'engagement après 2012. Le protocole de Kyoto est un traité qui doit être ratifié par les parlements, donc la date de fin 2009 doit permettre, si cet engagement est poursuivi, d'assurer la continuité pour après 2012.

AWG-LCA : lors de la conférence de Bali fut décidé d'arriver à un accord pour appliquer la Convention en 2009.

Les États-Unis, l'Australie, le Canada, et aujourd'hui l'Union européenne, souhaitent sortir de Copenhague avec un seul texte, ce qui revient à abandonner le protocole de Kyoto dans son caractère contraignant pour les pays industrialisés.

En même temps, plusieurs pays du Sud ont également préparé des projets de texte, dont un de la Chine, soutenu par Inde, Afrique du Sud, Brésil (http://medias.lemonde.fr/mmpub/edt/doc/20091210/1278666_2b8e_thebeijingdraftok.pdf).

Un autre document a été écrit aussi par les pays les moins avancés, ainsi qu'un texte des pays africains et enfin un texte de l'Alliance des États insulaires. Un effort de coordination entre ces propositions est en cours.

Geneviève Azam